

Pontoise, le 29/11/2023

Nos réf. : 2023-11-16_SUEZ-RV-Energie-Mâchefers_Argenteuil_RAPPORT DOSEP-
IED_0869.odt

Affaire suivie par : Didier GILLE

Tél. : 01.71.28.48.18 / 06 68 75 03 37

Courriel : didier.gille@developpement-durable.gouv.fr

Code GUN : 0006512189

Affaire : DOSEP : Réexamen IED BREF WI (12/2020)

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet	Installations classées pour la protection de l'environnement Réexamen IED
Société	SUEZ RV ENERGIE 2, rue du Chemin Vert – 95100 ARGENTEUIL Louis UGUEN (directeur d'usine) : louis.uguen@suez.com Régis TUTAK (responsable d'exploitation) : regis.tutak@suez.com
Activité	Installation de maturation et élaboration de mâchefers (IME)
Références	Arrêté préfectoral d'autorisation du 15 octobre 1999 Arrêté préfectoral complémentaire du 19 mars 2015 Arrêté préfectoral complémentaire du 10 mars 2021 Dossier de l'exploitant du 27 novembre 2020 de réexamen IED

Suite à la publication des conclusions du BREF WI (incinération des déchets), l'exploitant a déposé un dossier de réexamen le 27 novembre 2020 afin de justifier la conformité du site vis-à-vis des meilleures techniques disponibles (MTD). L'exploitant a également transmis le rapport de base.

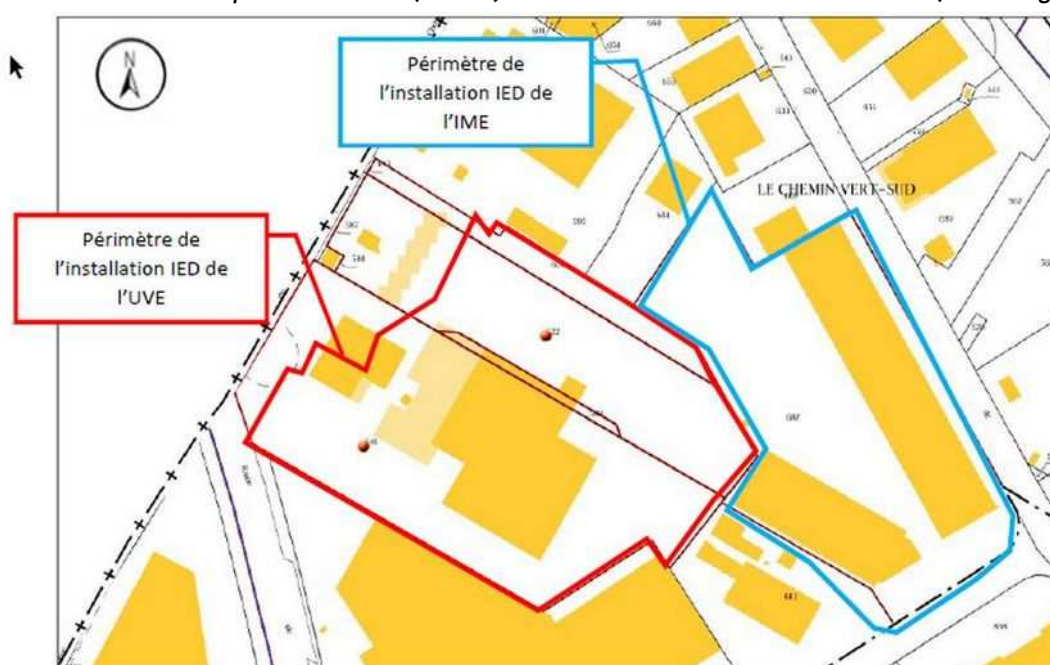
Le présent rapport propose à Monsieur le Préfet les suites qu'il convient de donner à l'issue de l'instruction de ces documents.

1 – PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT :

Situé dans une zone industrielle, l'établissement concerné est une IME (Installation de Maturation et d'Élaboration de mâchefers). Les mâchefers sont produits par l'incinération de déchets (à 90 % dans l'UVE AZUR (Unité de Valorisation Énergétique) connexe à l'installation). Les graves de mâchefers ainsi obtenus sont ensuite recyclés, essentiellement en technique routière. Si le site a été exploité dès 1975 comme usine d'incinération, les travaux de construction de la plateforme IME ont été réalisés en 2000.

Le site se situe rue du Chemin Vert, dans une zone d'aménagement concerté (ZAC) à Argenteuil.

Plan cadastral visualisant le périmètre du site (en bleu) et sa localisation dans son environnement (Cadastre.gouv.fr)



L'exploitation du site est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 octobre 1999 modifié notamment par les arrêtés préfectoraux des 19 mars 2015, 18 octobre 2019 et 10 mars 2021. Les installations relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et volume autorisé (**)	Seuil de classement	Régime (*)
2791	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.</p> <p>La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j</p>	Centre de maturation de mâchefers	≥ à 10 t/j	A
3532	<p>Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <ul style="list-style-type: none"> – traitement biologique – prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération – traitement du laitier et des cendres – traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants 	<p>Capacité de traitement¹ : 57 900 t/an 1 500 t/jour</p> <p>Capacité de stockage : 35 000 t (42 000 m³)</p> <p>La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation : 200 kW</p>	≥ à 75 t/jour	A
1435	<p>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.</p> <p>Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³</p> <p>Essence : tout dérivé du pétrole, avec ou sans additif d'une pression de vapeur saturante à 20°C de 13 kPa ou plus, destiné à être utilisé comme carburant pour les véhicules à moteur, exceptés le gaz de pétrole liquéfié (GPL) et les carburants pour l'aviation.</p>	Cuve de GNR de 5 m³	500 m³/an	NC

¹ Quantité journalière maximale autorisée à entrer sur le poste de traitement. Ce n'est pas la quantité de déchets entrants sur le site.

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et volume autorisé (**)	Seuil de classement	Régime (*)
4734	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total</p>		50 t	NC

A (Autorisation) ; NC (Non Classé)

Les installations relèvent donc du classement IED pour la rubrique 3532.

2 – RÉEXAMEN IED :

Cette installation de traitement de mâchefers d'incinération de déchets non dangereux relève des dispositions de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite directive IED (Industrial Emissions Directive).

S'agissant du secteur des installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, la commission européenne a publié le 12 novembre 2019 la décision d'exécution (UE) n° 2019/2010 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) au titre de la directive 2010/75/UE précitée du Parlement européen et du Conseil. Cette décision d'exécution fixe les meilleures techniques disponibles (MTD) et les niveaux d'émissions associés.

Cette publication déclenche le réexamen des prescriptions de l'autorisation des installations prévu à l'article L.515-28 du code de l'environnement.

D'autre part, pour transposer les dispositions des conclusions des MTD, le ministère de l'Environnement a publié l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021².

Conformément à l'article R.515-71 du code de l'environnement, la société « SUEZ RV ÉNERGIE » a transmis le dossier de réexamen le 27 novembre 2020.

2 Arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Les installations du périmètre IED de l'exploitant sont entièrement couvertes par le champ des conclusions sur les MTD applicables (le périmètre d'étude étant localisé sur la parcelle cadastrale n° CS 687 pour l'IME). De plus, l'exploitant s'engage à mettre en œuvre les MTD telles que décrites dans les arrêtés ministériels de prescriptions générales reprenant ces conclusions et à respecter les N(P)EA-MTD.

Le dossier transmis par l'exploitant est complet et régulier.

3 – SYNTHÈSE DU DOSSIER DE RÉEXAMEN :

Le dossier de réexamen comporte les éléments suivants :

1° Le périmètre IED (dont les activités connexes) porte, selon l'exploitant, sur l'ensemble des installations classées du site, soit celles listées à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 mars 2021.

2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité de revoir les conditions d'autorisation. Il estime non nécessaire de revoir les conditions d'autorisation au regard des trois critères du III du R. 515-70 du Code de l'environnement (a/ La pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission - b/ La sécurité de l'exploitation requiert le recours à d'autres techniques - c/ Lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée).

3° Le positionnement actuel et à venir pour chaque MTD qui lui sont applicables. Ce point est détaillé au point 4 du présent rapport. Le pétitionnaire précise qu'il n'y a pas de BREF secondaire pour son activité ni de MTD pertinentes des BREF transversaux.

4 – ANALYSE DES MTD APPLICABLES

4.1 - MTD du BREF WI

Les conclusions fixent 37 Meilleures Techniques Disponibles s'appliquant aux installations d'incinération de déchets. Elles portent notamment sur plusieurs thématiques :

- la mise en place d'un système de management environnemental (MTD 1) ;
- la surveillance des rejets et émissions (MTD 2 à 8) ;
- la réduction du risque environnemental (MTD 9 à 18) ;
- l'efficacité énergétique (MTD 19 et 20) ;
- les émissions diffuses et canalisées dans l'air (MTD 21 à 31) ;
- les émissions dans l'eau (MTD 32 à 34) ;
- l'utilisation rationnelle des matières (MTD 35 et 36) ;
- le bruit (MTD 37).

Les plateformes de valorisation de mâchefers ne sont pas concernées par l'ensemble des MTD relatives au secteur de l'incinération des déchets.

De fait, la plateforme de valorisation de mâchefers qui est exploitée par SUEZ RV ENERGIE est concernée uniquement par les MTD 1, 3, 4, 6, 10, 12, 23, 24, 26, 32, 34, 36 et 37.

L'exploitant réalise une analyse des MTD du BREF incinération applicable à son établissement. Cette analyse est synthétisée ci-dessous :

N° MTD	Nom MTD	Éléments de réponses de l'exploitant	Analyse de l'inspection
1	Système de management environnemental (SME)	L'exploitant détaille les procédures déjà mises en œuvre par rapport à ce que requiert le SME du BREF concerné. Il ajoute qu'un plan de gestion des émissions de poussières diffuses sera mis en place et intégré au plan d'assurance qualité mâchefers, lequel détermine le programme qualité dans le cadre de la gestion des déchets non-dangereux produits par l'usine. Le site est certifié ISO 14001 et ISO 50001.	Les éléments transmis par l'exploitant n'appellent pas de remarque particulière.
2	Calcul de l'efficacité énergétique	Sans objet pour l'IME (l'unité d'incinération fait l'objet d'un rapport distinct).	/
3	Paramètres clés process à surveiller	Les lixiviats issus de l'IME de mâchefers sont envoyés vers un bassin de décantation. Ils sont ensuite réutilisés dans le process de refroidissement des mâchefers bruts en sortie fours, ou à défaut, évacués. Ce procédé de réutilisation des lixiviats permet de limiter les effluents industriels à traiter.	Les éléments transmis par l'exploitant n'appellent pas de remarque particulière.
4	Suivi des rejets atmosphériques	Non concerné, en cela que le process de traitement des mâchefers par maturation n'est pas situé dans un bâtiment, mais en extérieur ; et n'a pas de rejet atmosphérique canalisé.	/
5	Suivi des rejets atmosphériques en période de démarrage et d'arrêt	Sans objet pour l'IME (l'unité d'incinération fait l'objet d'un rapport distinct).	/
6	Mesure des polluants dans les rejets aqueux	L'exploitant estime que cette MTD est non applicable pour les paramètres concernés, car le process mis en place ne génère pas de rejet d'eau de traitement des mâchefers, étant précisé que les lixiviats sont traités comme décrits à la MTD 3, tandis que les différents types d'effluents ainsi que leurs conditions de rejet sont décrits à la MTD 32.	L'inspection estime que cette disposition s'applique à l'installation.
7	Suivi des substances imbrûlées des scories et des mâchefers	Sans objet pour l'IME (l'unité d'incinération fait l'objet d'un rapport distinct).	/
8	Émissions de POP dans l'incinération de déchets dangereux	Sans objet pour l'IME (l'unité d'incinération fait l'objet d'un rapport distinct).	/
9	Gestion des flux de déchets entrants	Sans objet pour l'IME (l'unité d'incinération fait l'objet d'un rapport distinct).	/
10	Plan qualité du traitement des mâchefers	Un plan d'assurance qualité est en vigueur sur le site. Il encadre la valorisation des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux de l'UVE d'AZUR. Il constitue le cahier des charges permettant le suivi de la qualité des mâchefers produits par l'UVE d'AZUR à Argenteuil, mais également des mâchefers reçus de provenance extérieure (dans la limite des 10% autorisés par l'arrêté préfectoral).	Les éléments transmis par l'exploitant n'appellent pas de remarque particulière.
11	Contrôle des déchets entrants	Sans objet pour l'IME (l'unité d'incinération fait l'objet d'un rapport distinct).	/

N° MTD	Nom MTD	Éléments de réponses de l'exploitant	Analyse de l'inspection
12	Afin de réduire les risques environnementaux associés à la réception, à la manutention et au stockage des déchets, la MTD consiste à appliquer les deux techniques indiquées ci-dessous : 1) Surfaces imperméables dotées d'une infrastructure de drainage adéquate 2) Capacité de stockage appropriée	L'étanchéité de la plate-forme a été mise en place lors des travaux réalisés en 2000. Ces propriétés correspondent à la capacité maximale de stockage qui est de 35 000 Tonnes.	Les éléments transmis par l'exploitant n'appellent pas de remarque particulière.
13	Traitement des DASRI	Sans objet : absence de DASRI sur le site.	/
14	Gestion de la combustion	Sans objet pour l'IME (l'unité d'incinération fait l'objet d'un rapport distinct).	/
15	Gestion du process	Sans objet pour l'IME (l'unité d'incinération fait l'objet d'un rapport distinct).	/
16	Limitation des périodes de démarrage et d'arrêt	Sans objet pour l'IME (l'unité d'incinération fait l'objet d'un rapport distinct).	/
17	Conception des installations de traitement adaptées	Sans objet pour l'IME (l'unité d'incinération fait l'objet d'un rapport distinct).	/
18	Gestion des conditions autres que normale	Sans objet pour l'IME (l'unité d'incinération fait l'objet d'un rapport distinct).	/
19	Chaudière de récupération	Sans objet pour l'IME (l'unité d'incinération fait l'objet d'un rapport distinct).	/
20	MTD efficacité énergétique	Sans objet pour l'IME (l'unité d'incinération fait l'objet d'un rapport distinct).	/
21	Gestion des émissions diffuses	Sans objet pour l'IME (l'unité d'incinération fait l'objet d'un rapport distinct).	/
22	Réduction des émissions diffuses émanant de déchets gazeux ou liquides	Sans objet pour l'IME (l'unité d'incinération fait l'objet d'un rapport distinct).	/
23	Réduction des émissions diffuses provenant du traitement des mâchefers	Il sera procédé à l'identification des sources majeures d'émissions diffuses des poussières, à la définition et la mise en œuvre d'actions appropriées pour prévenir ou réduire les émissions diffuses.	Les éléments transmis par l'exploitant n'appellent pas de remarque particulière.
24	Afin d'éviter ou de réduire les émissions atmosphériques diffuses de poussières résultant du traitement des scories et des mâchefers, la MTD consiste à appliquer une combinaison appropriée	Conformément à l'article 9.3 de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 1999, la zone de stockage des mâchefers est divisée en stalles complétées par une zone de réception avec les installations de concassage/criblage.	Les éléments transmis par l'exploitant n'appellent pas de remarque particulière.

N° MTD	Nom MTD	Éléments de réponses de l'exploitant	Analyse de l'inspection
25	Réduction des émissions de poussières et métaux lourds	Sans objet pour l'IME (l'unité d'incinération fait l'objet d'un rapport distinct).	/
26	émissions d'air extrait des zones poussiéreuses du traitement des mâchefers	Sans objet	/
27	Réduction des émissions de HCl, HF et SO ₂ à la cheminée	Sans objet pour l'IME (l'unité d'incinération fait l'objet d'un rapport distinct).	/
28	Réduction des émissions de HCl, HF et SO ₂ à la cheminée pour traitement des fumées sec, semi-humide	Sans objet pour l'IME (l'unité d'incinération fait l'objet d'un rapport distinct).	/
29	Réduction des émissions de NO _x , N ₂ O, CO et NH ₃	Sans objet pour l'IME (l'unité d'incinération fait l'objet d'un rapport distinct).	/
30	Réduction des émissions de COV, dont les dioxines et furanes	Sans objet pour l'IME (l'unité d'incinération fait l'objet d'un rapport distinct).	/
31	Réduction des émissions de mercure	Sans objet pour l'IME (l'unité d'incinération fait l'objet d'un rapport distinct).	/

N° MTD	Nom MTD	Éléments de réponses de l'exploitant	Analyse de l'inspection
32	Gestion des eaux usées	<p>Conformément à l'article 3.6 de l'arrêté préfectoral du 15 Octobre 1999, les eaux usées industrielles (eaux de percolation des mâchefers et eaux de lavage des aires et du matériel de traitement) et les eaux pluviales issues des voiries et des aires non couvertes du site sont collectées en totalité.</p> <p>Conformément à la convention de prise en charge des lixiviats entre l'IME et l'UVE, les eaux de lixiviats sont envoyées vers un bassin de récupération étanche puis réutilisées en eau de refroidissement des mâchefers en sortie fours.</p> <p>Quatre effluents sont présents sur l'IME :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les eaux vannes et les eaux usées de lavabo, toilettes ... (EU) ; ➤ Les eaux pluviales réparties en deux catégories : <ul style="list-style-type: none"> • EP1 récupérées sur les toitures réputées non polluées ; • EP2 récupérées sur les voiries et les aires non couvertes du site. ➤ Les effluents industriels (E1) constitués : <ul style="list-style-type: none"> • des eaux de percolation des mâchefers ; • des eaux de lavage des aires et du matériel de traitement. <p>Les eaux usées industrielles (E1) et les eaux pluviales (EP2) issues des voiries et des aires non couvertes du site sont collectées en totalité. Elles sont envoyées dans une fosse de récupération étanche puis réutilisées sur site.</p> <p>Les eaux pluviales issues de toitures (EP1) sont non susceptibles d'être polluées. Par conséquent, elles ne nécessitent pas de prétraitement avant leur rejet dans le réseau d'assainissement en direction de la station d'épuration d'Achères.</p> <p>Les eaux vannes (EU) sont rejetées dans le réseau d'assainissement comme le seraient des eaux domestiques.</p> <p>Un point de contrôle est situé en amont de tout rejet le réseau d'assainissement, conformément à l'article 3.6 de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 1999.</p>	Les éléments transmis par l'exploitant n'appellent pas de remarque particulière.
33	Réduction de la consommation d'eau et des rejets d'eaux usées par l'unité d'incinération	Sans objet pour l'IME (l'unité d'incinération fait l'objet d'un rapport distinct).	/
34	Réduction des émissions de polluants dans les rejets d'effluents liquides provenant d'un traitement des fumées humide et au traitement des scories et des mâchefers	L'exploitant estime que cette MTD est non applicable en l'espèce	L'inspection estime que cette disposition s'applique à l'installation.
35	Séparation REFION & mâchefers	Sans objet pour l'IME (l'unité d'incinération fait l'objet d'un rapport distinct).	/

N° MTD	Nom MTD	Éléments de réponses de l'exploitant	Analyse de l'inspection
36	Traitement et valorisation des mâchefers	Les principales opérations conduites dans le cadre du traitement et de la valorisation des mâchefers sont conformes aux prescriptions de l'Arrêté Préfectoral du 15 octobre 1999 et comprennent le criblage, le broyage, la séparation aéraulique des fractions légères, la récupération des métaux ferreux et non ferreux ainsi que la maturation.	Les éléments transmis par l'exploitant n'appellent pas de remarque particulière.
37	Traitement du bruit	Les principales installations de l'IME de mâchefers susceptibles de générer des niveaux sonores importants sont les opérations conduites dans le cadre du traitement et de la valorisation des mâchefers, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> • le criblage, • le broyage, • la séparation aéraulique des fractions légères, • la récupération des métaux ferreux et non ferreux, ainsi que la maturation. Une étude d'émergence sonore menée par BUREAU VERITAS a montré que l'installation ne créait pas de nuisances pour le voisinage.	Les éléments transmis par l'exploitant n'appellent pas de remarque particulière.

4.2 - MTD des BREF transversaux

Les BREF secondaires sont sans objet pour ce type d'ICPE. D'autre part, les BREF EFS, ICS et ENE ne sont pas applicables aux plateformes de valorisation de mâchefers, et ne sont donc pas analysés.

En conclusion, seul le BREF sectoriel WI est étudié.

5 – RAPPORT DE BASE :

Lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation, l'exploitant est dans l'obligation de remettre un rapport de base.

Le rapport de base transmis à l'inspection a été réalisé par le bureau d'études « BUREAU VERITAS EXPLOITATION », lequel est daté du 29 septembre 2020. Il traite de l'ensemble des thématiques exigées et vise (en sus de l'UVE connexe à l'IME faisant l'objet du présent rapport) le périmètre de la plateforme de valorisation de mâchefers (zones géographiques du site (zone de maturation des mâchefers) accueillant les installations relevant de la rubrique 3532), ainsi que les installations et équipements susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.

Contenu du rapport de base	Résumé des éléments apportés par l'exploitant
La description du site et de son environnement, avec l'identification des sources potentielles de pollution et l'évaluation des impacts potentiels sur les sols et les eaux souterraines	Le rapport de base présente la localisation de l'établissement et son environnement. Il présente l'activité du site et le périmètre IED. Une analyse des bases de données ARIA, SIS, BASOL et BASIAS a été réalisée, étant précisé que le site n'est pas référencé dans la base de données BASOL. Deux sites sont identifiés dans cette base, situés à des distances respectives de 1 500 m et 2 650 m de l'installation. Au vu de ces constats, le BE estime que l'impact potentiel sur les sols ou les eaux souterraines de l'IME est considéré comme négligeable. Cependant, le site est référencé sous BASIAS, et le BE estime qu'il n'est pas exclu que la dizaine de sites recensés

	<p>dans un rayon de 500 m autour de l'installation puissent avoir un impact sur les sols du site et de transfert via les eaux souterraines. Par ailleurs, une analyse de l'historique et une étude de la géologie du terrain ont été réalisées, notamment pour identifier les événements ayant pu avoir un impact sur les sols et identifier la présence de nappes sous-jacentes.</p>
<p>La recherche, compilation et évaluation des données disponibles sur la qualité des sols et des eaux souterraines</p>	<p>Le BE indique qu'un suivi des eaux souterraines est réalisé sur l'installation (2 piézomètres sont situés sur l'emprise de l'IME, PZ1 dans le hangar mâchefers, et PZ2 au niveau de la bascule) conformément aux dispositions définies par l'arrêté du 15 octobre 1999.</p> <p>Au niveau des piézomètres installés dans la zone IME, le BE constate l'absence d'eau dans les campagnes 2019 au niveau du PZ2. Il note à cette occasion des teneurs en minéraux (908,81 mg/l) et métaux (13,5 mg/l) plus faibles sur le piézomètre PZ1 (plateforme IME) que les teneurs enregistrés en PZ5 et PZ4 de l'UVE, en notant également l'absence de BTEX et d'hydrocarbures. Concernant la plateforme IME, vu l'absence de mesures sur le piézomètre en aval au moment de la réalisation du dossier de réexamen, le bureau d'études estime qu'il ne peut pas statuer sur l'impact sur les eaux souterraines.</p> <p>D'autre part, le bureau d'études indique que les recherches documentaires n'ont pas permis d'obtenir d'information sur l'état des sols au droit du périmètre IED étudié.</p>
<p>La présentation du programme d'investigations complémentaires</p>	<p>Le bureau d'études estime qu'il n'apparaît pas nécessaire de réaliser des investigations complémentaires sur les sols dans le cadre de la réalisation du rapport de base. Il justifie ce choix par la qualité de l'étanchéité de ceux-ci, et donc de la bonne collecte des eaux pluviales.</p>
<p>La présentation des résultats, leur interprétation et l'estimation des incertitudes</p>	<p>Le BE estime qu'aucune investigation complémentaire n'est jugée nécessaire dans le cadre de la démarche du rapport de base.</p>

6 – CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION :

La société SUEZ RV ENERGIE a déposé un dossier de réexamen IED tenant compte des meilleures techniques disponibles.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation, complétées par celles de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susmentionné sont conformes aux dispositions de l'article R 515-60 du Code de l'environnement relatif au contenu de l'autorisation.

En effet elles comprennent :

- des valeurs limites d'émission concernant les substances polluantes émises dans l'eau et dans l'air ;
- des prescriptions en matière de surveillance des émissions dans l'eau, dans l'air et des émissions sonores, spécifiant la méthode de mesure, la fréquence des relevés et la procédure d'évaluation et la transmission des résultats ;
- les mesures relatives à la surveillance et à la gestion des déchets ;
- les prescriptions garantissant la protection du sol et des eaux souterraines, concernant notamment les moyens nécessaires à l'entretien et à la surveillance périodique des mesures prises afin de garantir cette protection ;
- les mesures relatives aux conditions d'exploitation lors de l'arrêt définitif de l'installation et l'état dans lequel doit être remis le site lors de cet arrêt.

Elles comportent également la mention des rubriques 3000 de la nomenclature, de la rubrique principale et des conclusions sur les meilleures techniques disponibles mentionnés au point 1 (situation administrative) du présent rapport, conformément à l'article R 515-61 du Code de l'environnement.

L'inspection considère que la conclusion du réexamen présenté ne nécessite pas d'actualiser les prescriptions de l'arrêté d'autorisation. Le réexamen des conditions d'autorisation de cette installation n'entre pas dans le cadre des dispositions de l'article L. 515-29 du Code de l'Environnement (mise à disposition du public).

L'inspection considère que le réexamen présenté tient compte des meilleures techniques disponibles et qu'il n'est pas nécessaire d'actualiser les prescriptions de l'arrêté d'autorisation.

Le dossier de réexamen n'est pas soumis à enquête publique ou à consultation du public.

Conformément à l'article R 515-73-II, il est proposé de notifier cette conclusion à l'exploitant. L'inspection propose également de rappeler à l'exploitant que les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 lui seront applicables à compter du 3 décembre 2023.

L'Inspection des Installations Classées propose à Monsieur le Préfet du Val d'Oise, en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, d'acter le réexamen.

Rédacteur
L'inspecteur de
l'environnement,

Vérificateur
Le chargé de mission déchets,

Approbateur
Pour la directrice et par
délégation,
La cheffe du département des
risques chroniques,



Didier GILLE

Olivier CASEAU

Guillemette DE KERDREL